



**Rapport de Gestion du Président du
Conseil d'Administration à l'Assemblée
Générale pour l'année 2015**

S O M M A I R E

S O M M A I R E	2
I - D O N N E E S E C O N O M I Q U E S :	3
1- P o l i t i q u e C o m m e r c i a l e & M a r k e t i n g :	3
2- P o l i t i q u e I n d u s t r i e l l e :	3
3- P o l i t i q u e d ' I n v e s t i s s e m e n t :	3
4- P o l i t i q u e R & D :	4
II- D O N N E E S F I N A N C I E R E S :	4
I- A n a l y s e d u C o m p t e d e P r o d u i t s & C h a r g e s	4
II- A n a l y s e d u B i l a n	7
III- I n f o r m a t i o n s u r l e s d é l a i s d e p a i e m e n t d e s f o u r n i s s e u r s l o c a u x	8
III- F A C T E U R S D E R I S Q U E S :	8
1- R i s q u e m a r c h é	9
2- R i s q u e d e p é n u r i e d e s m a t i è r e s p r e m i è r e s	9
3- R i s q u e d e h a u s s e d e s p r i x d e s i n t r a n t s	9
4- R i s q u e c l i e n t s	9
5- R i s q u e d e c h a n g e	10
6- R i s q u e d e m a n i p u l a t i o n d e p r o d u i t s à r i s q u e , n o t a m m e n t l e s s o l v a n t s	10
7- R i s q u e d e d é m a n t è l e m e n t d o u a n i e r	10
8- R i s q u e l i é a u s y s t è m e f i d é l i t é d e s p e i n t r e s	10
9- R i s q u e l i é à l a l o i n ° 3 2 - 1 0 f i x a n t l e s d é l a i s d e p a i e m e n t a u M a r o c	11
IV - P E R S P E C T I V E S 2 0 1 6 :	1 1
V - A F F E C T A T I O N D U R E S U L T A T 2 0 1 5 :	1 2

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, en exécution des prescriptions légales et statutaires, pour vous rendre compte de l'activité de votre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice écoulé clos le 31 Décembre 2015 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Le rapport de notre Conseil d'Administration, de même que les comptes annuels et autres documents ou renseignements s'y rapportant, ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par la législation en vigueur.

Le présent rapport rend d'abord compte de l'activité de la société au cours de l'exercice 2015, analyse ensuite les états de synthèse avant de décrire les risques inhérents à l'activité de COLORADO ainsi que les perspectives pour l'année 2016.

I - DONNEES ECONOMIQUES :

L'activité de la société COLORADO au cours de l'exercice 2015 peut être commentée comme suit :

1- POLITIQUE COMMERCIALE & MARKETING :

Au terme de l'exercice 2015, le chiffre d'affaires est de 536 MDH contre 552 MDH en 2014. Ainsi, on assiste à une légère baisse du chiffre d'affaires (-2.9%) due au ralentissement général de l'activité économique et notamment du secteur Bâtiments.

Au cours de l'exercice 2015, COLORADO a maintenu :

- o Une politique commerciale et marketing dynamique.
- o Une politique de communication soutenue et diversifiée.
- o Une politique d'innovation continue.

2 - POLITIQUE INDUSTRIELLE :

En 2015, le tonnage produit a stagné entre 2014 et 2015 pour s'établir 42 mille tonnes.

3 - POLITIQUE D'INVESTISSEMENT :

Les investissements faits en 2015 dépassent les 19 Millions de DH HT.

4 - POLITIQUE R & D :

L'activité des laboratoires de recherche et développement a été intense en 2015 par le lancement de plusieurs nouveaux produits sur le marché et le développement de produits de l'activité industrie.

II- DONNEES FINANCIERES :

I- ANALYSE DU COMPTE DE PRODUITS & CHARGES

1.1 CHIFFRE D'AFFAIRES :

Poste en KDH	2015	2014	Var. %
Vente de marchandises en l'état	19 436	14 599	33,1%
Ventes de produits finis	516 742	537 749	-3,9%
Total	536 178	552 348	-2,9%

Le chiffre d'affaires a enregistré légère baisse de (2,9%) entre 2014 et 2015.

1.2 MARGE SUR ACHATS CONSOMMES :

Poste en KDH	2015	2014	Var. %
Chiffre d'affaires HT	536 178	552 348	-2,93%
Marge sur achats consommés	249 975	246 964	1,22%
Taux de marge sur CA HT	46,6%	44,7%	

La marge en 2015 est de 250 MDH, comparée à une marge réalisée en 2014 de 247 MDH, soit une légère hausse de 1.2% malgré la baisse du chiffre d'affaires.

Le pourcentage de la marge brute est passé de 44.7% du chiffre d'affaires en 2014 à 46.6% du chiffre d'affaires en 2015.

L'amélioration de la marge en pourcentage est due principalement à la baisse des prix de certaines matières premières et à la maîtrise des achats consommés.

1.3 RESULTAT D'EXPLOITATION :

Poste en KDH	2015	2014	Var. %
+ Marge sur achats consommés	249 975	246 964	1,22%
- Autres charges externes	156 454	161 146	-2,91%
- Impôts & taxes	5 001	1 452	244,43%
- Charges personnel	55 681	52 390	6,28%
- Autres charges d'exploitation	500	500	0,00%
- Dotations d'exploitation	35 244	28 457	23,85%
+ Reprises d'exploitation/ Transferts de charges	89 360	76 903	16,20%
Résultat d'exploitation	86 455	79 921	8,18%
Rex / CA HT	16,1%	14,5%	

Le résultat d'exploitation réalisé a évolué entre 2014 et 2015 de 8.2% pour s'établir à 86.5 MDH.

Ainsi, le résultat d'exploitation de 2015 représente 16.1% du chiffre d'affaires comparé à celui de 2014 qui était de 14.5% du chiffre d'affaires.

1.4 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est formé comme suit :

Poste en KDH	2015	2014	Var. %
Produits Financiers	1 460	1 789	-18,4%
* Gains de change	307	266	15,4%
* Intérêts et autres produits financiers	1 028	1 498	-31,4%
* Reprises financières, transferts de charges	125	25	408,3%
Charges financières	8 828	9 865	-10,5%
* Charges d'intérêts	1 719	2 167	-20,7%
* Pertes de change	565	268	111,2%
* Autres charges financières	6 487	7 340	-11,6%
* Dotations financières	57	89	-36,1%
Résultat Financier	-7 369	-8 076	8,8%

Les produits financiers sont composés des plus values sur cession des SICAV et des gains de change.

Les charges financières sont composées essentiellement des escomptes de règlement accordés aux clients (6.5 M DH) et des charges d'intérêts (1,7 M DH).

Le résultat financier (perte) a enregistré une amélioration de 8.8% passant ainsi de -8 M DH en 2014 à -7.3 M DH en 2015.

1.5 RESULTAT NON COURANT

Le résultat non courant est formé comme suit :

Poste en KDH	2015	2014	Var. %
Produits non courants	7 963	3 720	114,0%
* Produits des cessions d'im mobilisations	1 467	1 121	30,8%
* Reprises sur Subventions d'investissement	100	100	0,0%
* Autres produits non courants	341	1 384	23,4%
* Reprises non courantes: transferts de charges	6 055	2 498	142,4%
Charges non courantes	9 663	6 188	56,1%
* Valeurs nettes d'am ortissements des im mobilisations cédées	534	854	-37,5%
* Autres charges non courantes	3 827	1 351	183,2%
* Dotations non courantes aux am ortissements et aux provisions	5 303	3 983	33,1%
Résultat non courant	-1 700	-2 468	31,1%

Le résultat non courant réalisé en 2015 est une perte de 1.7 M DH, contre -2.5 M DH (perte) en 2014.

Les charges non courantes sont composées des pertes sur créances irrécouvrables et des dotations pour provisions pour risques et charges.

Les produits non courants sont composés de produits de cession des im mobilisations et des reprises sur am ortissements dérogatoires.

1.6 RESULTAT NET :

Le résultat net enregistré au 31 décembre 2015 est de 52.5 M DH contre 47.3 M DH en 2014; soit une augmentation de 10.95%.

II- ANALYSE DU BILAN

2.1 LE FOND DE ROULEMENT

a- Les capitaux permanents

Au 31 décembre 2015, les capitaux permanents hors résultat se présentent comme suit :

Poste en KDH	2015	2014	Var. en %
Les capitaux propres hors résultat	285 969	288 510	-0,9%
Les capitaux propres assimilés	7 563	9 724	-22,2%
Les dettes de financement	25 627	23 610	8,5%
Total	319 159	321 844	-0,8%

Au cours de l'exercice 2015, les capitaux permanents ont connu les mouvements suivants :

- Le résultat de l'exercice 2014 a été totalement distribué à hauteur de 105% (50 MDH).
- Les dettes de financement ont augmenté en 2015 suite au déblocage de la 3^{ème} tranche et dernière du crédit moyen terme à hauteur de 10 MDH. Les remboursements relatifs aux autres CMT contractés auparavant s'élèvent à 8 MDH.

b- Les immobilisations nettes

Les immobilisations nettes au 31/12/2015 se présentent comme suit :

Poste en KDH	2015	2014
Immobilisations en non valeurs	1 372	753
Amortissements / Immobilisations en non valeurs	-532	-257
Immobilisations incorporelles	5 973	6 172
Amortissements / Immobilisations incorporelles	-1 750	-1 753
Immobilisations corporelles	252 586	236 412
Amortissements / Immobilisations corporelles	-108 261	-96 438
Immobilisations financières nettes	1 487	1 559
Total	150 875	146 448

Les dotations aux amortissements d'exploitation passées au titre de l'exercice 2015 sont de 14.4 MDH.

2.2 LE BESOIN EN FOND DE ROULEMENT :

Le BFR à fin 2015 présente comme suit :

Poste en KDH	2015	2014
Besoin en Fond de Roulement	127 143	133 962
Chiffre d'Affaires	536 178	552 348
BFR en nombre de jours du CA	85	87

Le Besoin en Fond de Roulement (BFR) a connu une baisse de 5% entre 2014 et 2015 passant de 87 jours de chiffre d'affaires à 85 jours de chiffre d'affaires.

2.3 TRESORERIE NETTE

La TN de l'exercice se présente comme suit :

Poste en KDH	2015	2014
Trésorerie nette	93 647	88 757

La trésorerie nette s'est améliorée 2014 et 2015 sous l'effet de l'amélioration du Besoin en Fond de Roulement. Elle est composée des chèques à l'encaissement et des placements de trésorerie à court terme.

III- INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS LOCAUX

Les soldes des postes «Fournisseurs» et «Fournisseurs, factures non parvenues» sont composés comme suit :

Poste fournisseurs	Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B+C+D+E+F	Montant des dettes non échues B	Montant des dettes échues			
			Dettes échues de moins de 30 Jours C	Dettes échues de moins de 31 et 60 Jours D	Dettes échues de moins de 61 et 90 Jours E	Dettes échues de plus de 90 jours F
Fournisseurs	26 577 435	20 825 619	9 06 407	109 333	43 342	4 692 734
%	100%	78%	3%	0%	0%	18%
Fournisseurs factures non parvenues	8 799 346	7 953 819	180 471	50 720	123 658	490 678
%	100%	90%	2%	1%	1%	6%
TOTAL	35 376 781	28 779 438	1 086 877	160 053	167 000	5 183 412
%	100%	81%	3%	0%	0%	15%

III- FACTEURS DE RISQUES :

1- RISQUE MARCHÉ

Compte tenu de la baisse d'activité de l'ensemble des secteurs et plus particulièrement celle qui touche le secteur immobilier, COLORADO est exposée à un risque de baisse d'activité.

Le management de COLORADO ne ménage aucun effort pour faire face à cette baisse d'activité en poursuivant une stratégie de diversification de sa gamme grâce aux travaux de son laboratoire Recherche et développement.

2- RISQUE DE PENURIE DES MATIERES PREMIERES

Le risque de pénurie de certaines matières premières persiste toujours compte tenu de la possibilité de réduction des capacités de productions de certains fournisseurs à l'échelle internationale.

COLOARDO assure une veille commerciale afin d'anticiper le comportement des marchés à l'international.

3- RISQUE DE HAUSSE DES PRIX DES INTRANTS

COLORADO est exposé au risque de hausse des prix des intrants. En effet beaucoup de matières chimiques subissent actuellement de fortes augmentations de prix.

COLORADO pourrait ne pas être en mesure de répercuter sur ses prix de vente la totalité de cette hausse.

4- RISQUE CLIENTS

COLORADO pratique des ventes à crédit et se trouve ainsi confrontée au risque clients qui en découle. Ce risque peut se matérialiser par la constitution de créances en souffrance qui pourraient se transformer en contentieux avec certains clients.

Pour se prémunir contre le risque clients, plusieurs mécanismes sont mis en place par COLORADO notamment :

- o Mise en place d'une politique des plafonds clients,
- o Audit périodique des soldes clients.

Au fil du temps, certains gros clients en compte voient leurs chiffres d'affaires augmenter sensiblement car ils deviennent d'importants distributeurs des produits COLORADO. Cela induit une augmentation considérable du risque crédit encouru par COLORADO à leurs égards. L'encours crédit peut dépasser les 120 jours de chiffre d'affaires avec ces clients.

5- RISQUE DE CHANGE

A l'instar des sociétés importatrices, COLORADO doit faire face aux fluctuations des taux de change.

Aussi, pour réduire ce risque, la société utilise les instruments bancaires de couverture à terme selon la tendance du marché.

6- RISQUE DE MANIPULATION DE PRODUITS A RISQUE, NOTAMMENT LES SOLVANTS

La manipulation de produits à base de solvants est une source de risque pour la société à cause de l'inflammabilité de type de produits.

Cependant, COLORADO a mis en place des mesures de sécurité au travail qui ont été couronnées, en janvier 2009, par l'obtention de deux certificats :

- o OHSAS 18001 Version 2007 pour la sécurité et la santé au travail,
- o ISO 14001 Version 2004 pour l'environnement.

COLORADO a souscrit une assurance Incendie/Explosion pour se prémunir contre ce risque.

7- RISQUE DE DEMANTELEMENT DOUANIER

Le démantèlement douanier qu'a connu le Maroc concernant les produits européens constitue un risque concurrentiel. Bien que le coût de transport de peintures importées renchérit son prix, COLORADO cherche en permanence à améliorer sa productivité, à diminuer ses coûts de production et à optimiser ses prix de revient pour lutter contre ce risque, notamment grâce à la construction de la nouvelle usine de Dar Bouaâza.

8- RISQUE LIE AU SYSTEME FIDELITE DES PEINTRES

A l'instar des fabricants de peintures du Maroc, COLORADO pratique le système de fidélité des peintres communément appelé « Jetons ».

Cette pratique promotionnelle comporte les risques suivants :

- Apparition de pratiques concurrentielles démesurées de la part de certains fabricants de peintures qui pratiquent des valeurs de jetons trop importantes, ce qui nuit considérablement à la concurrence au sein du secteur. Ces pratiques pourraient avoir des répercussions sur le chiffre d'affaires de la société.
- Tentatives répétées de falsifications des jetons auxquelles la société fait face, comme c'est le cas pour d'autres confrères, et qui pourraient avoir des conséquences financières très lourdes pour la société.

9- RISQUE LIÉ À LA LOI N° 32-10 FIXANT LES DÉLAIS DE PAIEMENT AU MAROC

La loi n° 32-10 publiée au Bulletin Officiel du 6 Octobre 2011 a introduit l'obligation de respect des délais de paiement par les commerçants et limite le délai de paiement à 60 jours maximum à compter de la date de réception des marchandises ou de l'exécution de la prestation si les partenaires n'ont pas prévu un délai. Lorsque le délai est convenu dans un contrat, la loi stipule que ce délai ne peut dépasser 90 jours à compter de la date de livraison de la marchandise ou de l'exécution de la prestation de service.

Les conditions de paiement doivent préciser la pénalité de retard exigible le jour suivant la date de paiement convenue entre les parties, le taux de cette pénalité ne peut être inférieur au taux déterminé par voie réglementaire. Le taux légal fixé par décret publié dans le Bulletin Officiel du 15 Novembre 2012 est de 10%.

L'entrée en vigueur de cette loi entraîne les risques suivants :

- Pour les fournisseurs :
 - o Le non respect de cette loi expose COLORADO au risque de se voir appliquer par ses fournisseurs des pénalités de retard significatives. La passation d'une provision pour intérêt implique un coût fiscal supplémentaire pour la société du fait que les pénalités en question ne sont pas déductibles. Ces intérêts ne sont déductibles qu'au moment où ils sont décaissés.
 - o Le respect de cette loi expose COLORADO au risque de voir sa trésorerie s'effondrer du fait de l'augmentation très importante de son Besoin en Fond de Roulement qu'elle sera obligée de financer par des recours à des lignes de crédit bancaires, et par conséquent l'augmentation des charges financières de la société.
- Pour les clients :
 - o Le non respect de cette loi expose COLORADO au risque fiscal de se voir redresser par la Direction des Impôts pour les pénalités de retard non facturés aux clients lesquelles sont soumises à l'Impôt sur les Sociétés et à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.
 - o Le respect de cette loi expose COLORADO au risque de perdre des parts de marché vu les pratiques de paiement qui existent au Maroc en Général et dans le secteur de la peinture en particulier.

IV - PERSPECTIVES 2016 :

COLORADO reste optimiste quant à l'évolution de son activité en 2016.

COLORADO compte poursuivre sa politique d'investissement qui portera en 2016 sur l'acquisition de nouveaux locaux pour agences et show rooms et leurs aménagements.

La société continue d'explorer plusieurs opportunités de développement de ses activités sur le plan régional notamment en Afrique.

V - AFFECTATION DU RESULTAT 2015 :

Compte tenu de ce qui précède, les comptes arrêtés au 31 décembre 2015 font apparaître un bénéfice net comptable de 52 505 771,00 DH Dirhams et d'un report à nouveau de 156 275 889,82 Dirhams, le Conseil d'Administration proposera à la prochaine assemblée l'affectation suivante:

- o Dotation de la réserve légale à hauteur de 5% du résultat net soit un montant de 2 625 288,55 Dirhams.
- o Distribution d'un dividende ordinaire de 3 DH par action et d'un dividende exceptionnel de 1.25 DH par action soit un dividende total de 51 374 884,00 Dirhams.
- o Report à nouveau : 154 781 488,27 Dirhams.

Le Président
M . Soleim an BERRADA